



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.4/51/L.21  
22 novembre 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session  
COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES  
SPÉCIALES ET DE LA DÉCOLONISATION  
(QUATRIÈME COMMISSION)  
Point 85 de l'ordre du jour

RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ENQUÊTER SUR  
LES PRATIQUES ISRAËLIENNES AFFECTANT LES DROITS  
DE L'HOMME DU PEUPLE PALESTINIEN ET DES AUTRES  
ARABES DES TERRITOIRES OCCUPÉS

Arabie Saoudite, Bangladesh, Brunéi Darussalam, Cuba, Djibouti  
Égypte, Émirats arabes unis, Indonésie, Jordanie, Malaisie,  
Soudan, Tunisie et Yémen : projet de résolution

Les colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé,  
y compris Jérusalem, et le Golan syrien occupé

L'Assemblée générale,

Guidée par les principes de la Charte des Nations Unies et affirmant que  
l'acquisition de territoires par la force est inadmissible,

Rappelant ses résolutions sur la question, ainsi que les résolutions  
pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 242 (1967) du  
22 novembre 1967, 446 (1979) du 22 mars 1979, 465 (1980) du 1er mars 1980 et  
497 (1981) du 17 décembre 1981,

Réaffirmant que la Convention de Genève relative à la protection des  
personnes civiles en temps de guerre en date du 12 août 1979<sup>1</sup>, est applicable au  
territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires  
arabes occupés,

Considérant le processus de paix au Moyen-Orient lancé à Madrid et les  
accords conclus entre les parties, en particulier la Déclaration de principes

---

<sup>1</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973.

sur des arrangements intérimaires d'autonomie, en date du 13 septembre 1993<sup>2</sup>, et l'Accord intérimaire sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza, du 28 septembre 1995,

Se déclarant gravement préoccupée par la décision du Gouvernement israélien de reprendre le développement des colonies de peuplement, en violation du droit international humanitaire, des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et des accords conclus entre les parties,

Gravement préoccupée en particulier par la situation dangereuse créée par les actes de colons israéliens armés illégalement installés dans le territoire occupé, dont témoigne le massacre de fidèles palestiniens perpétré à Al-Khalil, le 25 février 1994, par un colon israélien,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général<sup>3</sup>,

1. Réaffirme que les colonies de peuplement israéliennes établies dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967 sont illégales et constituent un obstacle à la paix et au développement économique et social;

2. Demande à Israël de reconnaître l'applicabilité de jure de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, en date du 12 août 1949<sup>1</sup> au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par lui depuis 1967, et d'en respecter scrupuleusement les dispositions, en particulier l'article 49;

3. Exige l'arrêt complet de toutes les activités israéliennes relatives aux colonies de peuplement;

4. Souligne la nécessité d'appliquer intégralement la résolution 904 (1994) du Conseil de sécurité, en date du 18 mars 1994, dans laquelle le Conseil a notamment demandé à Israël, Puissance occupante, de continuer à prendre et à appliquer des mesures, y compris, entre autres, la confiscation des armes, afin de prévenir des actes de violence illégaux de la part des colons israéliens et demandé que des mesures soient prises pour garantir la sécurité et la protection des civils palestiniens dans le territoire occupé.

-----

---

<sup>2</sup> A/48/486-S/26560, annexe.

<sup>3</sup> A/51/517.